



# **Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2020**

**Présenté par : La Fondation McConnell**

Le 2 août 2019

Personne-ressource :  
Stephen Huddart,  
Président-directeur général  
[mcconnellfoundation.ca](http://mcconnellfoundation.ca)

## **Recommandations**

**Recommandation 1 :** Que le gouvernement travaille avec ses partenaires de la société civile pour faire participer les collectivités – dont les organismes publics comme les hôpitaux et les établissements d’enseignement –, le secteur privé et les particuliers du Canada à la transition vers une économie équitable et sobre en carbone.

**Recommandation 2 :** Que le gouvernement tienne compte des connaissances, des solutions et des structures actuelles, dont les lois, et accélère leurs retombées en appliquant des recommandations déjà formulées et en finançant des stratégies prometteuses.

**Recommandation 3 :** Que le gouvernement axe son aide aux médias sur le journalisme local et l’innovation dans les modèles d’affaires afin de modifier le discours sur les changements climatiques et qu’il bâtisse les infrastructures nécessaires pour raconter ce que font, individuellement et collectivement, les collectivités canadiennes à l’égard des changements climatiques.

**Recommandation 4 :** Que le gouvernement accorde une attention particulière à l’impact disproportionné de la crise sur les collectivités autochtones et trouve des moyens d’aider les collectivités des Premières Nations, des Inuits et des Métis à guider, à mettre à l’essai et à concrétiser des solutions.

**Recommandation 5 :** Que le gouvernement adopte des formules de financement social qui mobilisent le capital privé pour le bien public et applique les recommandations du Groupe d’experts sur la finance durable.

## Introduction

La Fondation McConnell félicite le gouvernement fédéral d'avoir choisi le thème « L'urgence climatique : la transition requise vers une économie faible en carbone » pour les consultations prébudgétaires de 2020. La Fondation utilise, elle aussi, le terme « urgence climatique » ou « crise climatique » pour désigner les changements climatiques rapides que nous vivons actuellement, car ces expressions communiquent un sentiment d'urgence. En ce qui concerne la transition vers une économie sobre en carbone, nous soulignons l'importance de tendre vers une transition *équitable*, c'est-à-dire une transition juste et démocratique tant dans ses fins que dans ses moyens. Nous devons adopter une stratégie démocratique pour concevoir, mettre en œuvre et financer des transitions dans divers secteurs et à de multiples échelles afin d'éviter la polarisation politique ou le sentiment que la transition fait des gagnants et des perdants.

La Fondation a ciblé quatre grands domaines d'action pour les dix prochaines années : favoriser une transition équitable vers une économie sobre en carbone; stimuler une économie de réconciliation; promouvoir le bien-être communautaire et l'engagement civique; et consolider les écosystèmes d'innovation sociale. Elle ne considère pas la crise climatique comme un problème isolé, mais plutôt comme un enjeu étroitement lié à de nombreux autres défis qui touchent notre société. C'est pourquoi une intervention efficace doit prendre en compte et intégrer les dimensions sociales, humaines, économiques, culturelles et environnementales de la crise. Cela cadre avec le Programme 2030 et les 17 objectifs de développement durable (ODD), qui sont reconnus comme étant interdépendants et indissociables. Une approche systémique nécessitera l'implication de tous les secteurs et les segments de la population. Elle exigera également une action coordonnée entre les gouvernements fédéral et provinciaux et les administrations locales ainsi qu'entre les ministères fédéraux.

## Recommandations

### Mobiliser les collectivités :

Une transition équitable vers une économie sobre en carbone ne sera pas l'affaire d'un seul acteur. En effet, une transition de cette ampleur exige une collaboration avec tous les secteurs et le concours des collectivités et de toute la population canadienne. L'engagement décentralisé peut aider les collectivités à fixer des objectifs à l'échelle locale, à cibler des indicateurs pertinents et à recueillir des données de référence. Plusieurs initiatives en cours contribueront à cet objectif, comme le Cadre d'indicateurs canadien récemment annoncé par le gouvernement fédéral et le travail de la Fédération canadienne des municipalités.

Le secteur communautaire est bien placé pour diriger les efforts de mobilisation. Nommons, à titre d'exemples, les systèmes d'indicateurs des collectivités pour cibler les ODD élaborés par l'Institut international du développement durable, les rapports du programme Signes vitaux de Fondations communautaires du Canada et le réseau Vibrant Communities du Tamarack Institute. Grâce à une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur l'impact collectif, le réseau Vibrant Communities du Tamarack Institute, qui regroupe plus de 300 collectivités, a

contribué à réduire considérablement le taux de pauvreté depuis 15 ans. Dans les deux dernières années seulement, ce taux de pauvreté a baissé de 20 %. Une méthode de participation semblable pourrait être appliquée à la crise climatique grâce à une initiative de transition multisectorielle visant à établir et à atteindre des objectifs écologiques, économiques, humains et sociaux intégrés dans les villes et régions du Canada.

***Nous recommandons que le gouvernement travaille avec ses partenaires de la société civile pour faire participer les collectivités – dont les organismes publics comme les hôpitaux et les établissements d’enseignement –, le secteur privé et les particuliers du Canada à la transition vers une économie équitable et sobre en carbone.***

Faire fond sur les actifs et le savoir actuels :

La Fondation McConnell, bailleur de fonds dans le domaine climatique, collabore et noue le dialogue avec divers intervenants de tous les secteurs qui possèdent une vaste expertise concernant la durabilité environnementale et les voies possibles vers une économie sobre en carbone. De nombreuses solutions prometteuses pour faire face à la crise climatique sont préconisées et mises en œuvre, entre autres, par des organisations communautaires, des administrations, des centres d’études et de recherche, des entreprises à vocation sociale et des sociétés. La Coalition du budget vert (CBV), qui réunit 22 des plus grandes organisations pour l’environnement et la conservation du Canada, en est un exemple. La CBV a présenté ses [Recommandations préliminaires pour le budget de 2020](#) que nous appuyons par l’entremise du présent mémoire.

***Nous recommandons que les stratégies fédérales de lutte contre la crise climatique tiennent compte des connaissances, des solutions et des structures actuelles, dont les lois, et accélèrent leurs retombées en appliquant des recommandations déjà formulées et en finançant des stratégies prometteuses.***

Plus particulièrement, le gouvernement devrait :

- prévoir des ressources et des fonds suffisants pour les initiatives d’élaboration et de mise en œuvre de solutions prometteuses à la crise climatique partout au Canada;
- reconnaître, sur le plan législatif, que le Canada est en situation d’urgence climatique. Cela doit comprendre une révision du Cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique en vue de renforcer les mesures qu’il prévoit pour réduire l’empreinte carbone du Canada et respecter nos engagements climatiques internationaux. Cet examen devrait envisager des mesures réglementaires novatrices pour renforcer l’imputabilité en matière de climat prévue par la loi. Ajoutons que les récents jugements des cours d’appel de la Saskatchewan et de l’Ontario confirment l’autorité du gouvernement fédéral d’agir rapidement à l’égard de l’urgence climatique. Le gouvernement doit conserver cette autorité.

## Le journalisme et les médias d'information :

Au Canada et ailleurs dans le monde, les liens entre un milieu journalistique sain et l'engagement civique sont de plus en plus évidents. C'est ce qui ressort de l'annonce récente de l'octroi d'une [subvention de 2,5 millions de dollars du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada à l'Université de la Colombie-Britannique](#) pour examiner l'influence du journalisme numérique sur l'engagement civique et l'adoption de politiques.

D'un océan à l'autre, de nouveaux médias transmettent les répercussions de l'urgence climatique sur les collectivités locales et mettent en valeur les perspectives locales concernant la crise. Le gouvernement doit prêter attention à ces récits et subventionner les nouveaux médias et les modèles journalistiques novateurs. Les récentes modifications réglementaires concernant le journalisme offrent l'occasion de tirer parti de la couverture médiatique de la crise climatique pour prévenir la polarisation des enjeux climatiques et renforcer la confiance et l'espoir des collectivités. Il est urgent de se doter de nouveaux mécanismes de financement intersectoriel pour les médias, par exemple des fonds pour l'innovation médiatique ainsi que du financement de démarrage et des garanties de prêt pour les petites publications ou les publications numériques, qui doivent être proportionnels aux subventions en cours d'examen offertes aux acteurs bien établis de la presse écrite. Cette aide s'ajouterait à l'aide philanthropique potentielle et contribuerait à accélérer et à intensifier l'innovation.

Les médias et récits communautaires seront déterminants pour répertorier et guider les mesures publiques contre l'urgence climatique. Le gouvernement doit contribuer à orienter et à favoriser un discours sur les politiques et les mesures climatiques tourné vers l'avenir, pertinent, accessible et représentatif. Ce discours doit tenir compte des habitudes de consommation de médias des jeunes et des générations futures.

***Nous recommandons que le gouvernement axe son aide aux médias sur le journalisme local et l'innovation dans les modèles d'affaires afin de modifier le discours sur les changements climatiques et qu'il bâtisse les infrastructures nécessaires pour raconter ce que font, individuellement et collectivement, les collectivités canadiennes à l'égard des changements climatiques.***

## La réconciliation et l'urgence climatique :

La réconciliation est l'une des grandes priorités de la Fondation. Nous reconnaissons aussi qu'elle est une priorité gouvernementale. Bien que la crise climatique touche toute la population canadienne, de nombreuses collectivités autochtones et nordiques en subissent des effets disproportionnés en raison de plusieurs facteurs, dont l'éloignement et le climat froid. L'intervention fédérale à l'urgence climatique devrait accorder une attention particulière à cet aspect.

Le gouvernement se doit aussi de reconnaître, dans son action climatique, que les collectivités autochtones sont les gardiennes traditionnelles de la terre. À ce titre, le gouvernement doit

nouer le dialogue avec elles et les aider à cibler leurs propres priorités en vue d'une transition équitable à l'échelle nationale et locale.

Nous savons, par notre travail avec les collectivités et les innovateurs autochtones, que de nombreuses initiatives autochtones contre l'urgence climatique sont déjà en cours. Des plateformes ont été créées pour découvrir les innovations qui existent déjà et trouver, grâce à l'externalisation ouverte auprès des collectivités, de nouvelles idées (p. ex. l'Initiative d'innovation autochtone et le Programme pilote des gardiens autochtones). Le gouvernement devrait reconnaître les forces et les atouts des collectivités autochtones et proposer d'autres moyens de soutenir l'action climatique autochtone.

***Nous recommandons que le gouvernement accorde une attention particulière à l'impact disproportionné de la crise sur les collectivités autochtones et trouve des moyens d'aider les collectivités des Premières Nations, des Inuits et des Métis à guider, à mettre à l'essai et à concrétiser des solutions.***

#### Financer la transition :

Les fonds publics ne suffiront pas à réaliser une transition de l'ampleur nécessaire; les capitaux privés peuvent contribuer à combler le manque. Le Canada a déjà un mouvement de finance sociale fort qui ne cesse de croître et qui s'est accéléré quand le gouvernement fédéral a annoncé, en 2018, un fonds de financement social de 755 millions de dollars et un programme de préparation à l'investissement de 50 millions de dollars. Les investisseurs socialement responsables, dont les institutions financières, les fondations et les particuliers, sont avides de pouvoir investir des capitaux privés dans des projets qui répondent à leurs besoins financiers et ont un impact social et environnemental positif.

Le Groupe d'experts sur la finance durable a publié, en juin 2019, son rapport final dans lequel il formule 15 recommandations pour accroître le financement pour passer à une économie sobre en carbone. Nous approuvons toutes ces recommandations, mais tenons à en mettre quelques-unes en exergue.

***Recommandation 2 : Permettre aux Canadiens d'affecter leur épargne à des investissements respectueux du climat et offrir des incitatifs à le faire.***

- Cette mesure améliorerait l'accès aux investissements durables et encouragerait la population canadienne à mobiliser ses ressources au service de la transition climatique.

***Recommandation 3 : Mettre sur pied un conseil canadien d'action en matière de finance durable, appuyé par un secrétariat interministériel, pour conseiller et aider le gouvernement du Canada à la mise en œuvre des recommandations.***

- Le gouvernement fédéral peut jouer un rôle clé à cet égard en réunissant les institutions financières qui travaillent à la transition vers une économie sobre en carbone et en favorisant le dialogue, la diffusion d'information et, espérons-le, la collaboration entre elles. La Fondation a noué le dialogue avec des groupes à impact durable d'institutions financières qui ont manifesté un vif intérêt à faire progresser cette initiative.

*Recommandation 10 : Promouvoir l'investissement durable en tant qu'investissement normal au sein de la communauté canadienne de gestion des actifs.*

- En travaillant à créer un écosystème de finance sociale au Canada, nous avons constaté une excellente occasion d'accorder une place centrale aux investissements d'impact et socialement responsables (investissements environnementaux, sociaux et de gouvernance ou ESG) dans le marché traditionnel. Le gouvernement fédéral a l'unique capacité de catalyser ce changement par des mesures d'incitation à l'investissement, le coinvestissement et d'autres mécanismes de réduction des risques financiers.

***Nous recommandons que le gouvernement adopte des formules de financement social qui mobilisent le capital privé pour le bien public et applique les recommandations du Groupe d'experts sur la finance durable.***

## **Conclusion**

Selon la Déclaration d'urgence climatique, 901 territoires de 18 pays ont déclaré l'urgence climatique, et cette liste s'allonge de jour en jour. Sans doute s'agit-il d'un pas dans la bonne direction. Mais nous devons être prudents, car les situations d'urgence peuvent faire ressortir le meilleur et le pire de l'humanité. Nous devons être exemplaires dans notre lutte contre la crise climatique et prendre des mesures stratégiques et systématiques qui répondront à l'urgence de la situation, mais nous devons le faire calmement et avec bon sens. Sans surprise, les nouvelles et les tendances climatiques sont source d'anxiété généralisée, en particulier chez les jeunes. Pour contrer cette écoanxiété, nous devons préparer les jeunes et les générations futures à relever ce défi sans précédent et prendre, dès aujourd'hui, des mesures audacieuses et immédiates.

« Déclarer l'urgence climatique ne signifie absolument rien si on ne passe pas à l'action. Cela veut dire que les gouvernements doivent prendre des mesures qui ne les enchantent pas. » [TRADUCTION] – Eamon Ryan, chef du Parti vert, Irlande

« L'espoir, ça ne se possède pas. L'espoir, ça se crée par des gestes. » [TRADUCTION]  
– Greta Thunberg, militante suédoise pour le climat